L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 27 NOVEMBRE 1861.

C. J. WEBER — S. DUFOUR — GRIMBLY — EDITEURS-PROPRIETAIRES.

Troisième Edition.

MERCREDI MATIN, 27 NOVEMBRE.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par Lelong-mont, Blanche & Co., 29 rue de Chartres, — Meubles, etc.

Par E. M. Montgomery, sur la Levée, à Miss Canal, les goélettes Ricardo, Amanda Gonsalves, Compagnon, Mississippi, chevaux, chariots, voitures, etc.

Par H. B. Spain, coin Tréme et St. Louis, — Le fonds d'un magasin d'épicerie.

La dépression des dettes.

Un journal de Baton-Rouge, l'*Advocate* donne le conte d'un projet de loi qui doit être, dit-il, probablement proposé à la législature, et qui est presqu'une copie de la loi de suspension votée en 1854. Nous ne partageons pas l'opinion de notre confrère au sujet de ce projet de loi, qui nous paraît trop absolu dans quelques unes de ses dispositions et beaucoup trop vague dans d'autres. Il dépasse le but que le législateur devrait avoir en vue en ce moment et qui est de protéger certains débiteurs, dignes d'intérêt, contre des poursuites trop rigoureuses, qui auraient pour effet de sacrifier inutilement la propriété gage des créanciers.

L'interdiction absolue de tous les procès est de nature à causer plus d'inconvénients que d'avantages. Le procès est un note conservatoire destiné à sauvegarder les intérêts légitimes du porteur contre les endosseurs et divers, et nous sommes d'avis que la législature doit éviter toute interdiction des actes conservatoires; son rôle doit se borner à autoriser dans certains cas la suspension de l'exécution.

La section 2, relative à l'interdiction des ventes sur saisie, prend bien la précaution d'ajouter : "pourvu que le débiteur ondit ne cause aucun préjudice aux détenteurs ou propriétaires des billets, obligations de jugements", mais à quoi servira cette réserve dans la pratique ? Qui aura juge dans la question ? Il est facile de voir qu'une clause aussi vague donnera lieu plus tard à des contestations sans nombre. La plupart des créanciers voudraient user de la faculté de demander un ordre de séquestre pour assurer leur gage et en toucheraient dans un délai le leur; mais les procédures en détriment de créancier et de débiteur.

La question est d'ailleurs complexe. Nous ne sommes pas en banqueroute d'une crise venue subitement, ni dans une de ces situations qui autorisent un gouvernement à accorder à tout le monde une prorogation de trois ou de six mois pour le paiement des dettes, comme l'a fait le gouvernement provisoire, en France, le jeudi matin de 24 février 1848. Voilà près d'un an que la crise existe et les choses ne sont plus entières. Pour les dettes antérieures à la crise, il est intervenu des arrangements particuliers entre les débiteurs et leurs créanciers ; les anciens billets ont été renouvelés plusieurs fois ou de nouveaux ont été faits en remplacement des anciens. Quant aux dettes contractées depuis la crise on peut dire qu'elles l'ont été en connaissance de cause de la part du débiteur et du créancier, et il serait injuste d'intervenir dans l'arrêtation d'un contrat qui a été fait quelque peu aléatoire.

Après avoir mûrement réfléchi aux deux faces de la question, nous sommes arrivés à cette conclusion : que dans les circonstances actuelles la législature aurait tort de voter une loi générale de suspension et même d'accorder un délai général aux débiteurs. La seule chose qui nous paraisse faisable est d'autoriser les juges des différentes cours et les juges de paix à accorder dans le jugement emportant condamnation un délai pour l'exécution, lorsque les circonstances justifieront la demande de terme faite par le débiteur.

Par ce moyen tous les droits des créanciers seront garantis et en même temps l'on éviterait le sacrifice inutile de la propriété du débiteur. C'est ainsi que s'il appartiendra d'apprécier les circonstances et de venir en aide aux débiteurs [illegible] mériter assistance à ceux [illegible] On éviterait d'aggraver [illegible] déjà dans toutes les affaires, [illegible] sans pour cela [illegible] la crise ne saurait, d'ailleurs être une législation quelle [illegible] chercher dans le rétablissement du crédit, aujourd'hui complètement mort et enterré. Du crédit personnel il n'en peut être question jusqu'à la restauration d'un nouvel état de choses, sans vouloir nous parler du crédit réel, reposant sur un gage en propriétés ou en marchandises. Qu'une institution financière s'établisse pour prêter soit aux propriétaires sur hypothèque, soit aux dépositaires de produits et de marchandises sur dépôts, et cette institution rendra de signalés services tout en faisant des opérations profitables. Les billets qu'émettrait un établissement de ce genre, en lieu d'être représentés par des espèces ou des valeurs en portefeuilles, seraient représentés par des marchandises ou des propriétés et ils seraient admis dans la circulation avec autant de faveur que les billets de banque ordinaires. Une idée à peu près analogue à celle que nous émettons est en ce moment à l'étude, et nous espérons avoir bientôt à rendre compte d'une combinaison qui remplira le but mieux que toute intervention de la Législature ou de l'Etat dans les affaires des particuliers.

LA NOMINATION D'UN IMPRIMEUR D'ETAT. —Le télégraphe nous annonce que la législature doit s'occuper immédiatement de la nomination d'un imprimeur d'Etat. Nous avons une simple observation à faire au sujet de cette nomination et de la publication des lois dans les deux langues. Le but de cette publication est de porter les lois à la connaissance de ci toyens. Or, pour que ce but soit rempli, il faut, ce nous semble, que la publication ait lieu dans un journal qui ait une forte circulation dans toutes les parties de l'Etat. C'est manquer complètement le but que de choisir un journal publié dans une seule langue et dont la circulation est restreinte aux limites d'une paroisse. A quoi servent, par exemple, les publications en langue française faites dans une feuille qui ne se publie qu'en anglais ?

Jusqu'à présent l'élection d'un imprimeur d'Etat a toujours été une affaire de parti. Aujourd'hui il ne doit plus en être ainsi et la législature ne devrait consulter dans cet choix que l'intérêt public. Si l'on veut que les lois soient portées à la connaissance des population, dont le français est la langue habituelle, il faut qu'elles soient publiées dans un journal écrit dans cette langue et qui circule parmi ces populations.

LE POSTE ET LES BOIS CONFEDERES.—Le maître de poste de la Nouvelle-Orléans, M. Riddell, persiste à refuser les bons de confédérés. Si M. Riddell agit ainsi pour obéir aux ancien[illegible] règlements postaux qui prescrivaient de ne recevoir que des espèces, nous lui rappellerons que la loi approuvée le 19 août 1861, relative à l'émission des bons confédérés, porte textuellement

"Lesdits bons seront reçus en paiement de la taxe de guerre et de toutes les autres taxes prédites, excepté le droit d'exportation sur le coton."

Nous ne connaissons pas de loi postérieure à celle-ci qui ait créé une exception pour la poste. Il y a d'ailleurs un fait certain—c'est que les employés de la poste, les entrepreneurs de transport des malles aussi gardés comme le commun des martyrs, et nous ne voyons pas pourquoi l'on persisterait à refuser à la poste les bons confédérés qui forment maintenant une sorte de monnaie légale. M. M. Riddell a des devoirs spéciaux à cet égard, il semble, bon que le public en fût informé. Dans ce cas, la bêtise exaspérante sur la directeur général des postes ne s'est à ce dernier que les gémissements devenaient chez nécessaires. Les cadres deviennent de plus en plus rares et il sera bientôt impossible à beaucoup de gens d'allumer des lettres.

INCENDIE DE LA CANONNIERE TOSCARORA.—L'*Avalanche* nous donne quelques détails sur l'incendie de la canonnière, mentionné dernier, à cet effet quinze milles de St-Marion. Le feu a été découvert à l'arrière de la chaudière entre le cage de la roue, et il vous deux trois fois, et sept minutes le feu avait gagné l'avant et avait trouvaient les hommes. Le Toscarora avait été dirigé vers la terre, et le capitaine et l'équipage ont pu se sauver. L'explosion des bouteilles et le feu eux enfermés à cause de l'abandon [illegible] bord et à la cale des soutes. L'équipage [illegible] était resté pour éteindre le feu avant [illegible] sauvé aux pendant, n'a échappé à la mort qu'en sautant dans le fleuve. La dépêche du Tran[illegible] par l'incendie des drapeau[illegible] le haut d'un arbre qu'on a [illegible] pendre.

[illegible] voir retirer le corps de l'[illegible] gage. La soute aux poudre[illegible] sans faire explosion.

LE FISCAL. — Nous avons [illegible] de Memphis :

Nous venons de voir une dépêche officielle de Richmond qui décrit ainsi la campagne du général Floyd, envoyé récemment à Kanawha : "Il a huit régiments, 7,500 combattants, 2,000 hommes [illegible] 36,000 livres de poudre à canon, 15,000 livres de poudre à fusil, un million de cartouches, 10,000 paires de souliers, et 2,000 paires de pantalons ; et en outre des approvisionnements pour la Louisiane et la Georgie.

Par la Telegraphe.

DEPECHES TELEGRAPHIQUES A L'ABEILLE.

(Quatrième Edition du Petit Tribet.

Baltimore, 26 novembre.—*Le Nord de ce matin* dit que les navires fédéraux ne sont apparemment plus de l'île Tybee et que rien [illegible] depuis le canon. Il n'y avait pas de troupes [illegible] dans l'île, sauf quelques sentinelles [illegible] du fort Pulaski.

Le général Lawton est allé au fort.

On suppose que l'ennemi [illegible] s'établir dans l'île pour [illegible] la [illegible].

On rapporte qu'un dépôt [illegible] a été coupé l'île.

Affaires à Kanawha.

Richmond, 25 nov.—On a reçu la dépêche officielle suivante datée de 25 à une heure, de Sunnonville, près de Pennsonia :

L'ennemi paraît en avoir tenté et ne reconnaissance pas son feu. Il a [illegible] hier à midi. Nos pertes [illegible] avaient [illegible] été insignifiantes. Un grand nombre de boulets rouges et de bombes ont été lancés sur l'arsenal, mais les dégâts [illegible] comparativement faibles."

Braxton Bragg.

Une autre dépêche reçue [illegible] confirme celle [illegible].

Le Deux nations Fédérales [illegible] retirés. Tous les dégâts [illegible] à une trentaine [illegible] sans réparés. Nos blessés n'ont été [illegible] légèrement et vont bien.

Arrestation d'un espion.

Richmond, 25 novembre.—Daniel Hand, autrefois marchand à Augusta et Savannah, mais plus récemment à New York a été arrêté ici et mis en prison sous l'accusation de trahison ou d'espionage.

L'affaire Mason et Slidell.

Parmi les bruits qui courent il y en a un relatif [illegible] Lord Lyons serait demandé qu'on relâchât Mason et Slidell ; sur le refus qu'il aurait [illegible] demandé ses passeports.

Washington, 19 novembre.—Lord Lyons [illegible] n'est pas actuellement [illegible] depuis la nouvelle de la capture de Mason et Slidell. Deux ou [illegible] ont [illegible] [illegible] parfaitement. Dans ces [illegible] il prétend [illegible] que le fait que M. George de Rosny [illegible] point en controverse, désavouerait l'acte de Wilkes, et rendrait Mason et Slidell en Angleterre.

Le ministre espagnol a déclaré ouvertement que si Mason et Slidell avaient été enlevés à bord d'un navire espagnol, il aurait immédiat[illegible] demandé ses passeports.

Lord Lyons a, dit-on, pris un tel [illegible] et a déclaré que Mason et Slidell doivent être rendus, et qu'une ample réparation devrait être accordée pour l'offense faite à la neutralité.

Nouvelles du camp de Cumberland.

Louisville, 25 nov.—Les mouvements à Louisville et ailleurs, dans le Kentucky, semblent indiquer [illegible] l'Alabama [illegible] transport [illegible] en grand nombre. Depuis plus de [illegible] arrive journellement à Louisville deux ou trois régiments qui [illegible] par Bowling Green. [illegible] de Mason [illegible] transporter à Nashville. Les troupes des camps Wild Cat et Mill Springs [illegible] se concentrer à Danville et à Camp Orchard.

Bonne Etoile[illegible] brulée par les Confédérés.

Bowling Green, 26 novembre.—Le correspondant de Louisville d'aujourd'hui apprend qu'en date [illegible] 22 hommes a été envoyé hier à Franklin, Ky., pour arrêter quelques loyalistes [illegible] qui commettaient des déprédations dans le voisinage. Les [illegible] étaient au nombre de 12 ou 15 [illegible] dans une [illegible], et l'un d'eux a été tué. Les [illegible] ont [illegible] et tiré une quarantaine de coups de feu. Alors nos hommes se sont précipités sur la maison et y ont mis le feu. Toute la maison a brûlé avec tous [illegible] qu'elle contenait. Le correspondant dit que [illegible] parvenus à s'échapper. Un [illegible] [illegible] de 25 hommes de cavalerie est arrivé à Franklin hier soir pour arrêter les hommes impliqués dans cette affaire.

Du Washington.

Mouvements de troupes et manœuvres en mer.

Washington, 19 nov.—Des dépêches reçues [illegible] aujourd'hui, des Sommerton, disent que le général Floyd avec toutes ses troupes a établi [illegible] au poste [illegible] Gauley Bridge (le pont [illegible]) et [illegible] [illegible] Hamilton, est en [illegible] qu'il a l'intention de faire [illegible].

Rosecrans est encore à Gauley Bridge avec [illegible] troupes, mais il se dispose à faire un mouvement [illegible] la [illegible] est [illegible] [illegible] [illegible]